
Projets de développement agricoles au Kenya et en Ouganda : mises en perspective de deux cas d'interventions étatiques visant l'aménagement rural

Victoire Chalin^{*†1} and Francesca Di Matteo^{*‡2}

¹Unité de recherche migrations et sociétés (URMIS) – Université Nice Sophia Antipolis [UNS], Institut de recherche pour le développement [IRD] : UR205, Université Paris VII - Paris Diderot, Université Nice Sophia Antipolis (UNS), Institut de recherche pour le développement [IRD] : UR205 – URMIS - UFR sciences sociales - Université Paris-Diderot - Case 7027 - 75205 Paris Cedex 13 Pôle Univ. de St.

Jean d'Angely 24 Av des diables bleus 06357 NICE CEDEX 4, France

²Centre Norbert Elias (CNE) – CNRS : UMR8562, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, École Normale Supérieure (ENS) - Lyon – 2 Rue de la Charité 13002 MARSEILLE, France

Résumé

En appréhendant les "accaparements fonciers", comme le résultat d'interventions étatiques visant la régulation des tenures et régimes fonciers, nous proposons la mise en perspective de deux cas d'études, portant sur les répercussions sociales de programmes de développement au Kenya et en Ouganda. Ils représentent, dans des contextes socio-historiques différents, la mise en œuvre de stratégies de patronage politique et laissent entrevoir des systèmes de redistribution des ressources foncières entretenant les bases politiques de soutien aux régimes en place. En s'appuyant sur des terrains socio-anthropologiques, nous exposerons les répercussions sociales d'interventions étatiques visant la mise sous contrôle de territoire et individus en modifiant les systèmes fonciers. Au sud-ouest de l'Ouganda, au travers du cas d'un programme de sédentarisation d'éleveurs pastoraux, nous étudierons comment l'implantation de systèmes agraires capitalistes qualifiés de "modernes" impacte les populations ciblées en provoquant notamment une stratification socio-économique du groupe concerné. Nous verrons comment le projet de sédentarisation et de développement d'un élevage intensif a été imaginé en dehors des réalités agro-écologiques de la zone. En transformant des systèmes de production familiaux en systèmes agraires capitalistes, les pouvoirs en place provoquent des départs en migration et une reconfiguration des pratiques sociales (statuts des membres de la famille, statut du chef d'exploitation, création de réseaux de travailleurs migrants, équilibre social entre les groupes installés). A l'ouest du Kenya, nous traiterons des distorsions socio-politiques et écologiques résultant d'une série de programmes de peuplement et de réinstallation dans une zone forestière. Visant à contrer déboisement et défrichement illégaux, ces programmes étatiques se caractérisent par des effets pervers. Tout en répondant aux exigences sionnistes qui envisagent des usages exclusifs des espaces forestiers à protéger, ces interventions aboutissent à la production de catégories sociales, voire d'ethno-nationalismes, qui impactent processus politiques et dynamiques socio-économiques. En plus de questionner les

*Intervenant

†Auteur correspondant: v.chalin@gmail.com

‡Auteur correspondant: francesca.dimatteo@yahoo.it

finalités conversationnistes des interventions de l'État, nous nous intéresserons à la formulation d'idéologies sur lesquelles les revendications foncières s'appuient. En contextualisant deux études de cas, nous questionnerons les impacts sociaux et écologiques de la mise en œuvre des programmes de développement, d'aménagements ruraux en Afrique de l'Est.